



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

INSTITUT MONTAIGNE OU LABORATOIRE DU MEDEF ?

Nous n'avons pas à nous poser la question quand nous regardons d'un peu plus près sa composition regroupant principalement des grands patrons, des hauts fonctionnaires, parmi lesquels plusieurs dirigeants d'Axa, de la Bank of America, de Solvay, d'Airbus, de Lasteyrie Corporate Finance, du groupe La Poste. Il est financé par les entreprises ce qui, à l'évidence, démontre son « indépendance » à l'égard du MEDEF.

Il est donc clair pour notre organisation syndicale que lorsque le patron des patrons s'exprime en pleine phase de confinement et pour répondre à l'annonce d'une perte de 8% du PIB qui serait due à la crise sanitaire, évoque des « pistes » pour limiter les pertes qui vont être supportées par les salariés.

Monsieur Roux de Bézieux n'a aucune hésitation quand il propose de revenir sur la durée du temps de travail en proposant d'allonger sa durée hebdomadaire. Dans le même temps et sur les idées qu'il développe, les patrons des entreprises s'emploient très rapidement à vouloir imposer la prise des RTT, la prise des congés payés notamment, tout en mettant dans les « tuyaux » l'allongement de la durée hebdomadaire du travail sans hésiter d'ailleurs à parler de 60 h.

Mais que nous concocte ce fameux institut Montaigne, un mois après la sortie de monsieur Roux De Bézieux ?

S'il affirme qu'il ne peut y avoir de retour uniforme et généralisé aux 39 h, il ne l'exclut pas cependant. Par contre, il est clair que la suppression d'un jour férié est une nécessité. Clair aussi sur le paiement différé des heures supplémentaires et bien sûr l'extension des horaires des services publics.

Les négociations que nous aurons dorénavant à vivre seront celles des accords autour du temps de travail contre rémunération. Et l'institut y va à fond en considérant que l'augmentation du temps de travail constitue une des composantes d'une politique indispensable de l'offre. Ce surcroît d'activité pour l'institut permettrait de compenser partiellement la perte de productivité liée aux mesures de protection des salariés.

Au nom de l'équité, il vise particulièrement les services publics qui devront négocier cette évolution du temps de travail. Il oppose d'ailleurs d'une façon très nette public et privé, en indiquant qu'il ne faudrait pas que le secteur privé soit le seul à faire des efforts sur l'évolution du temps de travail.

Une conception de volonté d'opposition que l'on a bien connue dans la dernière période et portée par le Président de la République qui, dans le domaine de la réforme des retraites et au nom de l'équité, déglinguait les régimes particuliers et le code des pensions des fonctionnaires tout en faisant diminuer de façon drastique le montant des retraites du secteur privé.

Et vas-y que derrière l'institut Montaigne préconise une rémunération différée sur la base d'un accord d'entreprise ou de branche.

Tout le dégradé des solutions pour ces hauts dirigeants du passage par la case participation avec d'éventuelles contreparties sur les salaires des dirigeants d'entreprise par exemple et possibilités de déblocage anticipé.

Autrement dit participation et blocage des salaires sauf ceux des dirigeants qui seront gagnants sur toute la ligne comme les actionnaires le sont aujourd'hui alors que les grands groupes bénéficient de « mannes financières » de l'État.

Mais pour en revenir sur les congés, outre la suppression du jeudi de l'Ascension, il ajoute pour cette année la suppression de la première semaine des congés de la Toussaint sans compter la formation qui pourrait être réalisée en dehors du temps de travail.

Nous ne pouvons passer sur leur volonté de faire rattraper aux enseignants les cours « manqués » de la période au printemps prochain.

Le rapport va encore plus loin dans certains domaines puisqu'il prévoit de rendre éligible les catégories de la fonction publique au forfait jours ou d'y diminuer le nombre de RTT.

Après la période « pleurnicharde » de quelques ministres et d'une façon générale de l'exécutif, le sens de l'économie va reprendre le dessus. Comme nous l'avons dit à diverses reprises nos dirigeants oublieront rapidement les morts, l'engagement de tous les travailleurs et notamment des personnels soignants pour retrouver le chemin de la destruction des acquis. Le sacro-saint PIB va primer. Le déficit budgétaire sera remis en première position des impératifs par la commission européenne, la BCE et le FMI. Nos dirigeants européens, comme des petits garçons, iront se faire tirer les oreilles par « leurs maitres ».

Finis tous les « héros » de la crise sanitaire à qui on aura accordé en tout et pour tout une prime, même si elle est bonne à prendre, pas d'augmentation des salaires, pas de reconnaissance de la pénibilité du travail, pas de reconnaissance tout court.

Sauf...sauf qu'aujourd'hui, le peuple a tout analysé, a tout compris, c'est une colère sourde qui gronde et qui descendra dans la rue.

Quant à nous, nous ne nous reconnaissons pas dans ce qu'ils appellent le dialogue social, cher à l'institut Montaigne.

Nous ne signerons aucun accord de branche ou d'entreprise qui augmente le temps de travail, qui supprime les congés, les RTT, les jours fériés comme jamais nous n'accepterons que cet exécutif nous reserve la réforme des retraites, de l'assurance chômage, des lois de destruction de la fonction publique et des services publics.

Après les gilets jaunes qui ont ouvert une voie, nous avons lutté pendant des mois contre les contre-réformes, aujourd'hui la démonstration avec la crise sanitaire c'est que les travailleurs ont continué à se mobiliser et à montrer leurs profonds désaccords.

**3 ANS DE MANDAT POUR CET EXÉCUTIF - 3 ANS DE LUTTES
ET NOUS NE LÂCHERONS RIEN !**